Collection : Le droit en schémas

INTRODUCTION AU DROIT

FJ Pansier

Docteur d’Etat en droit

Chargé d’enseignement à l’Université de Paris I

Le principe de l’ouvrage est simple : chaque question est exposée selon quatre rubriques :

1. le COURS : cette partie doit être connue par cœur et est un préalable à la réalisation des exercices. Cette partie comprend beaucoup de définitions. Ces définitions doivent être apprises par cœur au mot près, car si un mot est modifié la définition n’est plus exacte. Ne pas oublier que, pour le juriste, les mots sont des « diamants » : dans un contrat international, la confusion entre « délivrance » et « livraison » a couté près de 10 millions d’euros, ce qui est le prix d’un très beau diamant.

2. le SCHEMA vient aider la mémorisation du cours. Il permet une appréhension globale des thèmes.

3. Les LECTURES, pour approfondir la matière sur un thème particulier.

4. Les EXERCICES, pour tester ses connaissances. Une fois l’apprentissage du cours acquis, il faut vérifier par des QCM et des cas pratiques la bonne compréhension du cours.

# COURS 1. LES GRANDS SYSTEMES DE DROIT CONTEMPORAIN

Le droit est le produit de son histoire. Aujourd’hui le monde connaît essentiellement quatre grands systèmes juridiques.

1. Le système romanogermanique

Il est appelé ainsi parce que son origine est le droit romain, tel que décrit par Justinien dans son Digeste, et parce que la doctrine allemande lui a donné son titre de noblesse.

Norme : la norme est générale et abstraite. La légitimité de la norme tient de sa pratique (usages), de sa répétition (coutumes) ou pour l’essentiel des lois prises par l’autorité politique (décret) ou votées le Parlement (loi au sens étroit du terme).

Interprétation : Le juge ne devrait pas interpréter la loi mais « dire » le droit. Selon la formule de Montesquieu, le juge ne devrait être que la « bouche de la loi ». Ce qui signifie qu’il n’y a pas de place pour la jurisprudence ou la doctrine, pas de place pour « l’interprétation ». Afin de respecter cette directive, la décision de justice s’organise autour d’un syllogisme judiciaire.

2. Le système de Common Law

Le système de Common Law est né en Angleterre et s’est propagé dans toutes les anciennes colonies anglaises.

Norme : la norme n’est ni générale, ni abstraite. Le plaideur doit invoquer un précédent, autrement dit une autre décision de justice dont les faits sont similaires. Le défendeur, au contraire, doit démontrer que les faits sont différents (art of distinguishing) et que le précédent n’est pas applicable en l’espèce. La Common Law est avant tout une Case Law, autrement dit un recueil des grands arrêts.

Interprétation du juge : le rôle du juge est essentiel. La norme ne vaut que par l’interprétation que le juge va en donner. Pour assurer une certaine unité et pour limiter le pouvoir créateur du juge, il existe une hiérarchie des juridictions, donc des opinions.

Pour approfondir : Cf. F.J. Pansier, Legal English, 2ème éd., 2013.

3. Les systèmes mixtes

Pour des raisons historiques, certains pays (Ecosse, Afrique du Sud, Québec) ont connu l’un et l’autre des deux premiers systèmes. Cela a conduit à un système juridique constitué des solutions empruntées à l’un ou l’autre.

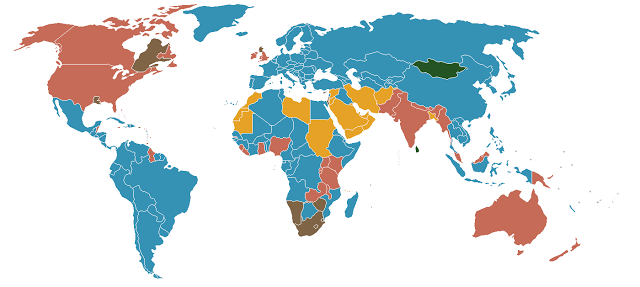
4. Le droit musulman

Norme : Le Coran n’est pas seulement un texte religieux mais aussi un ensemble de normes juridiques, regroupées sous le vocable de Charria.

Interprétation : La parole de Dieu ne s’interprète pas.

Pour approfondir : Cf. F.J. Pansier et K. Guellaty, Droit musulman, Que sais-je.

# SCHEMA 1. LES GRANDS SYSTEMES DE DROIT CONTEMPORAIN



Bleu : romanogermanique

Rouge : Common Law

Marron : mixte

Jaune : Droit musulman

Exercice :

Expliquez, au travers de l’histoire, pour quelle raison un pays appartient au système romanogermanique ou au système de common law.

# COURS 2. LA NOTION DE NORME : du Droit aux droits

## Définitions

Norme : règle de conduite susceptible d’une contrainte civile ou d’une sanction pénale ; disposition visant à réguler les relations sociales.

La norme est plus ou moins obligatoire et plus ou moins contraignante (Cf. Les textures du droit).

Droit : le Droit avec un « d » majuscule est aussi appelé « droit objectif ». C’est l’ensemble des normes applicables sur un territoire donné et à un moment donné.

Obs. 1 : Cet ensemble varie avec le temps (« à un moment donné »). Par exemple, le mariage homosexuel était naguère interdit en France et il est aujourd’hui licite.

Obs. 2 : Cet ensemble varie avec l’espace (« sur un territoire donné »). Par exemple, le mariage homosexuel est admis en France mais est interdit dans d’autres pays.

droit : le droit avec un « petit d » est aussi appelé « droit subjectif ». Il est défini comme le droit d’agir en justice entré dans le patrimoine d’une personne permettant d’obtenir un droit ou une liberté.

Le droit subjectif peut être patrimonial (i.e. porter sur une somme d’argent) ou extrapatrimonial (i.e. ne pas porter sur une somme d’argent).

Le droit peut s’exercer sur une chose (il est alors dit réel) ou à l’encontre d’une autre personne (il est dit personnel, comme le droit des contrats).

# SCHEMA 2. LA NOTION DE NORME

# LECTURES 2. LA NOTION DE NORME

Le Droit varie d’un Etat à l’Autre même au sein d’un État fédéral tel que les États-Unis.

Cette carte des Etats Unis d’Amérique montre les Etats dans lesquels le mariage entre deux personnes de même sexe est permis ou pas.

|  |  |
| --- | --- |
|  | Mariage possible pour les couples homosexuels (19 Etats + Washington) |
|  | Union civile ou Pacte (6 Etats + Washington D.C.) |
|  | Mariage homosexuel conclu dans un autre Etat reconnu, mais interdiction du mariage dans l’Etat (0 Etat) |
|  | Loi admettant certains effets de droit au couple homosexuel (1 Etat) |
|  | Absence de reconnaissance du couple homosexuel (28 Etats) |

Source : - http://www.lgbtmap.org/equality-maps/marriage\_relationship\_laws#sthash.5BFcQYwt.dpuf



# EXERCICES 2. LA NOTION DE NORME

1. Pour chacune des normes suivantes, indiquer s’il s’agit d’une règle de politesse, d’une prescription d’hygiène, d’un interdit religieux ou d’une norme juridique. Plusieurs réponses sont possibles :

\* il est interdit de fumer dans la classe ;

\* il est interdit de boire du vin avant 21 ans ;

\* l’homme doit ouvrir la portière de la voiture lorsqu’il transporte une passagère ;

\* le mari ne doit pas battre sa femme.

\* il ne faut pas adopter un animal domestique pour l’abandonner par la suite.

\* il faut dire bonjour aux personnes que l’on connaît.

\* il ne faut pas consommer de viande le vendredi.

2. Le décalogue comprend dix commandements, dont voici la liste :

* Tu n'auras pas d'autre dieu que moi.
* Tu ne te feras pas d'idole ni de représentation quelconque de ce qui se trouve en haut dans le ciel, ici-bas sur la terre, ou dans les eaux plus bas que la terre. Tu ne te prosterneras pas devant de telles idoles et tu ne leur rendras pas de culte, car moi, l'Éternel, ton Dieu, je suis un Dieu qui ne tolère aucun rival : je punis les fils pour la faute de leur père, jusqu'à la troisième, voire la quatrième génération de ceux qui me haïssent. Mais j'agis avec amour jusqu'à la millième génération envers ceux qui m'aiment et qui obéissent à mes commandements.
* Tu n'utiliseras pas le nom de l'Éternel ton Dieu pour tromper (ou de manière abusive), car l'Éternel ne laisse pas impuni celui qui utilise son nom pour tromper.
* Pense à observer le jour du repos (ou sabbat) et fais-en un jour consacré à l'Éternel. Tu travailleras six jours pour faire tout ce que tu as à faire. Mais le septième jour est le jour du repos consacré à l'Éternel, ton Dieu ; tu ne feras aucun travail ce jour-là, ni toi, ni ton fils, ni ta fille, ni ton serviteur, ni ta servante, ni ton bétail, ni l'étranger qui réside chez toi ; car en six jours, l'Éternel a fait le ciel, la terre, la mer, et tout ce qui s'y trouve, mais le septième jour, il s'est reposé. C'est pourquoi l'Éternel a béni le jour du sabbat et en a fait un jour qui lui est consacré.
* Honore ton père et ta mère afin de jouir d'une longue vie dans le pays que l'Éternel ton Dieu te donne
* Tu ne commettras pas de meurtre
* Tu ne commettras pas d'adultère
* Tu ne commettras pas de vol
* Tu ne porteras pas de faux témoignage contre ton prochain
* Tu ne convoiteras pas la maison de ton prochain, tu ne convoiteras ni sa femme, ni son serviteur, ni sa servante, ni son boeuf, ni son âne, ni rien qui lui appartienne.

**Pour chacun de ces dix commandements, dire si le droit français positif a intégré la règle juridique et donner la référence de l’article et du code.**

Par exemple :

1. Tu n'auras pas d'autre dieu que moi. Dans un état laic comme la France, aucune règle ne sanctionne la croyance en plusieurs Dieu ou l’athéisme.

# COURS 3. LES TEXTURES DE LA NORME : droits flous, logique floue et jurisprudence

## 2 .1. VARIETE DE LA NORME

Le droit souple ou soft law est une notion doctrinale visant des textes ou dispositions juridiques n'ayant pas, par eux-mêmes, d'effets contraignants et susceptibles de contribuer, dans certaines conditions, à la formation de nouvelles règles contraignantes.

Le droit souple comprend le droit flou ou fuzzy law, le droit mou et le droit doux. Le droit flou a un contenu peu précis, tandis que le droit mou est dépourvu de sanction et le droit doux est sans obligation.

Dans son rapport annuel de 2013 consacré au droit souple, le Conseil d’Etat a considéré que «Le souple est l’avenir du dur »

## 2.2. LA JURISPRUDENCE

Ensemble des décisions de justice rendues au cours d’une certaine période dans l’ensemble du droit (ex. : la jurisprudence française) ou, plus restrictivement, dans une branche du droit donnée (ex. : la jurisprudence en droit de la famille) ou par certaines juridictions françaises (ex. la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de Cassation) .

On parle de « jurisprudence constante » lorsque les décisions rendues vont dans le même sens et de « revirement de jurisprudence » lorsqu’une juridiction (en général, la Cour de cassation ou le Conseil d’État) rend une décision de justice qui ne va pas dans le même sens que celles qu’elle avait auparavant rendues et ainsi abandonne la solution admise jusqu’alors.

Longtemps, dans les pays romanogermaniques, la jurisprudence n’était PAS une source de Droit. Aujourd’hui, elle tend à instaurer de véritables règles.

Les trois principaux critères qui permettent de dire si une solution judiciaire va faire jurisprudence sont Constance / Publicité / Forme.

Constance : c’est par la répétition qu’une solution fait jurisprudence (sauf revirement) ;

Publicité : les décisions sont classées par la Cour de cassation de une à cinq étoiles.

* le numéro de la décision est suivi de la lettre D pour Diffusé
* le numéro de la décision est suivi de la lettre P pour Publié
* le numéro de la décision est suivi de la lettre P + B pour Publié et Bulletin : la décision est publiée au Bulletin officiel de la Cour de cassation (bulletin   
  électronique).
* le numéro de la décision est suivi de la lettre P + B+ R pour Publié et Bulletin et Rapport : la décision, outre la publication au bulletin officiel, fera l’objet d’une mention dans le rapport annuel de la Cour de cassation.
* le numéro de la décision est suivi de la lettre P + B + R + I : en plus des publicités précédentes, la décision est mise sur le site de la Cour de cassation. Cela concerne une cinquantaine de décisions par an.

Forme : les arrêts de cassation sont plus importants que les arrêts de rejet.

Avant d’appliquer la norme, le juge doit « qualifier ».

La qualification juridique est une opération intellectuelle consistant à rattacher une réalité donnée à une catégorie juridique abstraite pour en déterminer le régime juridique.

Des règles spécifiques existent pour le contrat de bail ; d’autres règles concernent le contrat de prêt. Avant d’appliquer les règles du bail ou celles du prêt, il faut savoir si le contrat est en pratique un bail ou un prêt. CE qui n’est pas toujours évident : la location de coffre-fort par une banque est-elle un bail ou un prêt… ou un autre contrat ?

# SCHEMA 3. LES TEXTURES DE LA NORME

# LECTURE 3. LES TEXTURES DE LA NORME

1. Exemples des différents types de droit souple ou soft law

* le droit flou est un droit dont le contenu est peu précis.

*Exemple : la notion de bonne foi, d’homme raisonnable, de faute grave.*

* le droit mou est un droit dont la sanction est faible ou n’est pas appliquée.

*Exemple : résolution des Nations Unies, interdiction de fumer sur les quais de gare, interdiction pour un piéton de traverser en dehors des passages protégés.*

* Le droit doux est un droit sans réelle obligation ou sans obligation concrète.

*Exemple : codes de déontologie et de bonne conduite ; règles de politesse, interdiction pour un policier de tutoyer les citoyens. Que signifie être gentil ou être bon ?*

Attention : le terme « soft law » est parfois du droit souple, parfois du droit doux.

2. Il ne faut pas confondre droit flou et logique floue.

La logique floue tente de construire un modèle de raisonnement pour affiner le contenu d’une norme floue. Elle est utile pour apprécier des standards (« homme raisonnable », ex feu le « bon père de famille »), et des critères généraux (« délai raisonnable », « bonne foi contractuelle »).

*Exemple : le « délai raisonnable pour être jugé » est une norme floue.*

*Si une personne a volé un CD dans une grande surface, elle peut être jugée immédiatement mais aussi trois ou quatre ans après, ce qui est un délai excessif ou déraisonnable. Toutefois, certains assassins sont jugés vingt ou trente ans après les faits.*

La logique floue suppose la détermination d’éléments de détermination et le calcul des combinaisons entre ces éléments.

*Exemple : le délai de jugement peut dépendre de la complexité de l’affaire, de l’identification de l’auteur (découverte de nouveaux modes d’identifications), de l’aveu de l’auteur, de la preuve…*

*Pour autant, même si un meurtrier avoue, il ne peut être jugé sereinement avant un délai de 6 mois à un an.*

# EXERCICE 3. LES TEXTURES DE LA NORME

Exemple de Fuzzy Logic (logique floue)

Prenons l’exemple d’une personne qui a volé un CD d’une valeur de 20 euros. Une peine d’amende de 20 € ne serait pas suffisamment dissuasive : le voleur a intérêt à voler plutôt que d’acheter. Le maximum légal de la peine pour vol simple est de trois ans. Toutefois, une peine de trois ans pour le vol d’un CD peut paraître excessive (même si historiquement cela fut pratiqué).

Au delà (une peine de 5 ans), la peine est illégale et excessive.

# COURS 4. SYSTEME DE COMMON LAW contre SYSTEME ROMANO GERMANIQUE : Case Law v. Civil Law

Le terme Common Law est ambigu en anglais moderne et a plusieurs acceptions.

La Common Law est féminin mais certains auteurs considèrent que le masculin est plus approprié car le terme est neutre en anglais : à cela on peut répondre que le terme vient du franco-normand « commune ley » et qu'un livre de Richard A. Cosgrove a paru intitulé Our Lady the Common Law.

C’est en premier lieu le droit dispensé dans les cours royales siégeant à Westminster lorsque la monarchie anglo-normande puis Plantagenêt et Tudor s'efforce d'unifier le royaume.

La Common Law c'est donc le droit du roi celui qui provient de ses tribunaux et ce droit au cours des siècles ne fera que s'étendre à tout le royaume car la compétence des juridictions royales viendra empiéter systématiquement celle des juridictions des seigneurs si bien que leur importance sera bientôt réduite à la portion congrue.

En deuxième lieu, en anglais moderne, le terme signifie l'ensemble des décisions des cours de justice (ce que nous appelons, en France, jurisprudence) par rapport aux textes de lois et aux règlements. Les juristes anglophones parleront du domaine de la Common Law pour l'opposer à celui de la statute law.

En troisième lieu, le terme peut signifier le domaine du droit, qui se démarque de l'Equity et des lois.

En quatrième lieu, le terme peut équivaloir aux systèmes de droit des pays anglophones par rapport aux systèmes romanogermaniques de droit civil (cf. Cours n°1)

Le système de common law connaît la hiérarchie des décisions de justice, cela s’appelle le principe du précédent (aux USA, stare decisis).

Dans ce sens, la Common Law (ensemble des solutions choisies par les juges de circuit et le Roi pour constituer le nouveau droit commun) était décrite dans un ouvrage de Bracton en 1250.

En droit anglais, l’Equity comprend les règles initialement appliquées par le Chancelier. C’est un complément à la Common Law, comblant les vides juridiques et tentant de remédier à certaines injustices.

En cas de conflit entre Common Law et Equity, le roi Jacques 1er a adopté l’opinion du Chancelier Francis Bacon : « quand la Common Law et l’Equity sont en conflit, la seconde doit l’emporter».

La législation émane du Parlement, que l’on appelle Acts of Parliament ou Bills. Toutefois, comme en France, 70% de la législation est d’origine européenne.

# SCHEMA 3. SYTÈME DE COMMON LAW et SYSTÈME ROMANO GERMANIQUE

La Common Law (en tant que système juridique) est fondée sur la common law (jurisprudence).

Le juriste anglo-saxon part d’une logique déductive : à partir d’une affaire de justice (Case), il va tenter d’en appliquer la solution à une affaire similaire.

L’autre partie va essayer de montrer que la solution retenue ne correspond pas à la même situation factuelle du Case choisi. C’est l’art de distinguer (art of distinguishing).

Le juriste romanogermanique part d’un texte normatif, par définition abstrait, et va tenter de l’application à une situation concrète.

Ces deux modes de pensée se partagent le monde, mais l’écart du raisonnement logique se réduit.

# LECTURE 3. SYTÈME DE COMMON LAW et SYSTÈME ROMANO GERMANIQUE

***Le code de Hammourabi : Quand un code n’est pas un code***

*Découvert en 1922 à Suse, et gravé peu avant 1750 avant JC, ce « code » comporte 282 articles. Toutefois, qui ne sont pas à proprement parler des articles de codes en ce sens que les concepts juridiques ne sont pas encore dégagés. Il s’agit plutôt d’un recueil de jurisprudence, rapportant de manière systématique, et quelque peu dépouillée de leurs traits singularisant, les jugements que le roi Hammourabi a rendu au cours de son règne.*

*On ne devrait pas parler de code d’Hammourabi mais de recueil des grandes décisions rendues par les rois Sumériens.*

***Méthode***

*Ecrit pour célébrer la sagesse du roi, qui maintient la paix dans son royaume grâce à l’exercice judicieux de ses jugements, il est rédigé de manière absolument systématique :*

***Si*** *un jardinier, dans la plantation d’un champ ou d’un verger, n’a pas tout planté, mais a laissé une partie inculte,*

***Alors****, on la lui mettra dans sa portion.*

*La lecture attentive de ces nombreuses rubriques, toutes rédigées de la même manière « Si... Alors...» montre que*

*- déjà̀ apparaît dans la rédaction, une structure de nécessité dont la source est alternativement dans la coutume ou dans la volonté́ (Hammourabi se réserve de trancher plus durement ou plus souplement que par exemple la loi du Talion) structure de nécessité qui ressemble déjà̀ à la notion de loi (scientifique ou juridique) bien que le mot même de loi soi absent du vocabulaire mésopotamien*

*- l’esprit de justice est orienté vers l’ordre et la prospérité́ du royaume,*

*- l’esprit de justice est très systématiquement ordonné. On retrouve le même système dans les traites médicaux, ou divinatoires. L’esprit mésopotamien, qui n’a pas encore dégagé le concept (il faudra attendre les grecs pour cela) a déjà̀ mis en œuvre la notion de collection ordonnée. On peut repérer des chapitres, des tableaux croisés, par exemples entre des natures de problèmes et des classes d’humains (nobles, simples citoyens, esclaves)...*

*L’esprit « penser classer » est à l’œuvre. Et de cette manie classificatrice émerge, comme dans les vides linguistiques ci dessus, et comme dans les cases de la table des éléments de Mendeleïev, des cas nouveaux, non encore rencontres, et près à accueillir leur potentielle existence.*

# EXERCICE 4. SYTEME DE COMMON LAW contre SYSTEME ROMANO GERMANIQUE

Commenter ce texte :

**Antoine J. Bullier est sans doute le meilleur spécialiste contemporain de la Common Law. Dans l’extrait suivant, il s’interroge sur l’unité́ ou la pluralité́ de la Common Law.**

La Common Law anglaise transplantée aux Etats-Unis forme-t-elle un système de droit uniforme ?

Elle a évolué dans les différents États et s'est transformée de façon distincte dans chacun de ceux-ci pour devenir la Common Law de chaque État en clair le droit positif distinct des différentes entités fédérées. Le chancelier James Kent pouvait dire de la Common Law qu'elle formait ces principes, usages et règles d'action ne provenant pas de l'autorité́ du législateur. De quelle autorité́ provient-elle alors? Bien évidemment du pouvoir des juges, du pouvoir judiciaire.

Aux États-Unis, le statut de la Common Law est ambigu. En 1842 le juge Joseph Story aborda le sujet de savoir s'il y avait une Common Law fédérale, il répondit par l'affirmative pour être ensuite contredit par le célèbre revirement de jurisprudence Erie Railroad v. Tompkins de 1938 la Cour suprême spécifiant qu'il n’y avait pas de Common Law fédérale. Les tribunaux des États quand ils déclarent la Common Law ne suivent pas automatiquement une décision anglaise ou d'un autre État ou d'une juridiction fédérale. En fait aux États-Unis beaucoup de juridictions doivent dire ce que ce droit de Common Law signifie dans les différents systèmes qui y coexistent. En fait, la Common Law c'est le droit positif tel qu'il se dégage des décisions judiciaires du système de droit en question. La Common Law anglaise ne peut différer de la dernière jurisprudence des cours d'outre-manche. Longtemps après la guerre d'indépendance des arrêts anglais furent cités et le juge déclarait que c'était un principe de Common Law qu'il devait appliquer. Chaque État a donc développé sa Common Law différente mais proche des autres systèmes en vigueur dans les entités fédérées. Ce sont les principes du droit anglais beaucoup plus que la Common Law anglaise qui peuvent se comparer entre États-Unis et Angleterre. Dans l'arrêt William v. Miles, la cour déclara: « la théorie de notre système n'est pas que le droit se trouve dans des règles appliquées par les décisions de justice mais dans les principes qui fondent ces règles. » La cour du Nebraska peut ainsi déterminer ce qui lui semble la doctrine de Common Law la plus préférable et la meilleure. De même dans l'arrêt Chilcott v. Hart la cour du Colorado a déclaré qu'elle avait liberté́ de consulter la Common Law anglaise antérieure à 1607 mais qu'elle pouvait aussi consulter les arrêts anglais et de dire qu'à part les textes législatifs (du Colorado) la cour considère que la dernière jurisprudence n'est que déclaratoire de ce que le droit est et a toujours était́. Les cours des États ont interprété les lois de réception de la Common Law comme relevant de leur seule détermination. Dans l'arrêt Lux v. Haggins, la cour de Californie déclare que lorsqu'il lui faut interpréter l'expression Common Law of England cela signifie les décisions rendues dans toutes les cours de l’Union mais aussi celles rendues par l’État mais aussi par les décisions des cours anglaise et de celles de tous les États de l'Union ayant adopté cette Common Law. Dans l'arrêt Sayward v. Carlson, la cour de l'État de Washington déclara qu'elle n'était pas tenue par la loi de réception de la Common Law de suivre les décisions anglaises mais que c'était aux cours des États ou aux cours fédérales de le faire. Lorsque la Common Law n’a pas été́ incorporée par un texte législatif, certains États considèrent que la Common Law de l'État englobe celle d'Angleterre (Ohio). Évidemment les arrêts anglais ￼n'ont pas force de loi. En Pennsylvanie dans l'arrêt Lyle v. Richards on peut voir que les fondateurs de l'État apportèrent avec eux la Common Law en général mais beaucoup de ces principes sont inappliqués sauf si on les réactive. La Floride a une loi qui précise que la Common Law et les textes législatifs anglais de nature générale et non locale jusqu'au 4 juillet 1776 ont force de loi dans l'État. Beaucoup d'États de l'Est considèrent que les décisions des cours anglaises avant la fondation des colonies ont force de loi dans l'État. Ces États considèrent que la Common Law antérieure au 24 mars 1606 ainsi que les lois anglaises avant cette date ont force de loi. Dans l'arrêt d'Illinois Revell la cour déclare qu'en l'absence de texte législatif modifiant la Common Law, celle-ci, antérieure au 24 mars 1606, forme le droit positif. La chambre des Lords avait réglé la question de façon définitive en 1876 comme la cour suprême américaine l'avait fait remarquer. La cour de l'Illinois considère ainsi que la chambre des Lords britannique avait résolu un problème de Common Law antérieur à 1606 mais réglé seulement cent ans après la Déclaration d'indépendance. Ces arrêts sont là pour nous rappeler que le terme réception de la Common Law anglaise est fort ambigu. Dans un arrêt du Maryland, on peut voir que pour la cour les précédent ne constituent pas la Common Law, mais servent simplement à illustrer des principes. Pour la cour il faut faire préférence à la Common Law en masse telle qu'elle existait ici potentiellement ou pratiquement sans faire référence aux jugements anglais avant la colonisation ou aux décisions pendant celle-ci. Recherche désespérée de la vraie Common Law anglaise qu'on ne peut trouver nulle part ! Il résulte de l'adoption du droit anglais par les États que chacun d’eux développe sa jurisprudence sur un fonds de droit anglais comme l'ont fait les cours du royaume pendant des siècles. En cela on peut dire que les systèmes de droit des États ont appliqué la Common Law anglaise dans leur approche du droit et dans son mécanisme.

A. J. BULLIER Conférence à l’Université́ Brown, 1996

# COURS 5. LES ORDRES JURIDIQUES : Ordre judiciaire, ordre administratif

Contrairement à d’autres pays, la France connaît deux ordres :

* l’ordre judiciaire, composé des juridictions appelées à juger tous les citoyens, hormis l’administration centrale, les entreprises publiques et les collectivités territoriales (Mairie, département, région) ;
* l’ordre administratif composé des juridictions appelées à juger les litiges dans lesquels l’administration centrale, les entreprises publiques et les collectivités territoriales (Mairie, département, région) sont demandeurs ou défenderesses. C’est un privilège accordé à ces personnes morales.

1. Présentation de l'ordre judiciaire

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Premier Jugement** | | | |
| **Juridictions civiles** | **Juridictions spécialisées** | **Juridictions pénales** |  |
| **TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE** Litiges de plus de 10000 euros : divorce, autorité́ parentale, succession, filiation, immobilier... | **CONSEIL DES PRUD'HOMMES** Litiges entre salariés ou apprentis et employeurs portant sur le respect des contrats de travail ou d'apprentissage. | **COUR D'ASSISES**  Crimes (infractions les plus graves) passibles de la réclusion jusqu'à la perpétuité́. |
| **TRIBUNAL D'INSTANCE** Litiges de moins de 10000 euros et litiges de crédit à la consommation, état civil. | **TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ SOCIALE** Litiges entre les organismes de sécurité́ sociale et les personnes assujetties. | **TRIBUNAL CORRECTIONNEL** Délits passibles d'emprisonnement jusqu'à 10 ans et d'autres peines (amendes, peines complémentaires, travail d'intérêt général). |
| **JUGE DE PROXIMITÉ** Petits litiges jusqu'à 4000 | **TRIBUNAL DE COMMERCE** Litiges entre commerçants ou | **TRIBUNAL DE POLICE**  Contraventions de cinquième classe passible d'amendes. Il |
| euros (consommation, conflit de voisinage, injonctions de payer et de faire...). | sociétés commerciales. | statue à un juge unique et siège au tribunal d'instance |  |
|  | **TRIBUNAL PARITAIRE DES BAUX RURAUX** Litiges entre propriétaires et exploitants de terre ou de bâtiments agricoles. | **JUGE DE PROXIMITÉ**  En matière pénale, les juges de proximité́ sont compétents pour les quatre premières classes d'infractions |
| **Juridictions pour mineurs** | | |
| **JUGE DES ENFANTS**  • Prend des mesures de protection à l'égard des mineurs en danger • Juge les infractions commises par des mineurs | **TRIBUNAL POUR ENFANTS** Délits commis par les mineurs et crimes commis par les mineurs de moins de 16 ans. | **COUR D'ASSISES POUR MINEURS** Crimes commis par des mineurs de plus de 16 ans**.** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Appel** | |
| **COUR D'APPEL**  Lorsqu'une ou plusieurs personnes ne sont pas satisfaites du premier jugement, elle peuvent faire appel. La Cour d'appel réexamine alors l'affaire. Depuis le 1er janvier 2001, les verdicts des cours d'assises peuvent faire l'objet d'un appel devant une nouvelle cour d'assises composée de 3 juges professionnels et de 12 jurés. |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Contrôle (Pourvoi)** | |
| **COUR DE CASSATION**  Cette Cour ne rejuge pas l'affaire mais elle vérifie si les lois ont été́ correctement appliquées par les tribunaux et les cours d'appel. Elle est située à Paris. |  |

2. Présentation de l'ordre administratif

**Distinctes des juridictions judiciaires, indépendantes de l'administration, les juridictions de l'ordre administratif sont organisées en 3 échelons hiérarchisés. Jusqu'en 1953, le contentieux administratif relevait du Conseil d'État créé́ par Napoléon Bonaparte en 1799 et de conseils de préfecture, transformés en conseils interdépartementaux.**

**Une réforme en 1953 institue les tribunaux administratifs, puis une loi de 1987 créé les cours administratives d'appel. Les magistrats de l'ordre administratif ont un statut et une formation qui diffère des magistrats de l'ordre judiciaire.**

|  |  |
| --- | --- |
| **1er Jugement** | |
| **TRIBUNAL ADMINISTRATIF**  Litiges entre les usagers et les pouvoirs publics, c'est-à-dire :   * les administrations de l'État, * les régions, * les départements * les communes, * les entreprises publiques.   **Exemples** : refus de permis de construire, contestation d'un plan d'occupation des sols ou du tracé d'une autoroute, expropriation, demande de réparation des dommages causés par l'activité́ des services publics, refus de titre de séjour, expulsion d'un étranger, contestations relatives aux impôts directs et à leur recouvrement, litiges relatifs aux marchés publics...  **C'est un tribunal interdépartemental.**  **JURIDICTIONS SPECIALISEES :**   * Commission des recours des réfugiés, * Commission départementale d'aide sociale, * Section disciplinaire des ordres professionnels * Commission d'indemnisation des rapatriés |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Appel** | |
| **COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL**  Si l'une des parties n'est pas satisfaite du premier jugement, elle peut faire appel. La Cour administrative d'appel réexamine alors l'affaire déjà̀ jugée. |  |
| **Contrôle** | |
| **CONSEIL D'ETAT**  Il vérifie que les Cours administratives d'appel ont correctement appliqué la loi. Il statue directement sur certaines affaires concernant les décisions les plus importantes des autorités de l'État. Pour certaines affaires (rares), il est juge d'appel. Il est situé à Paris, au Palais Royal. |  |

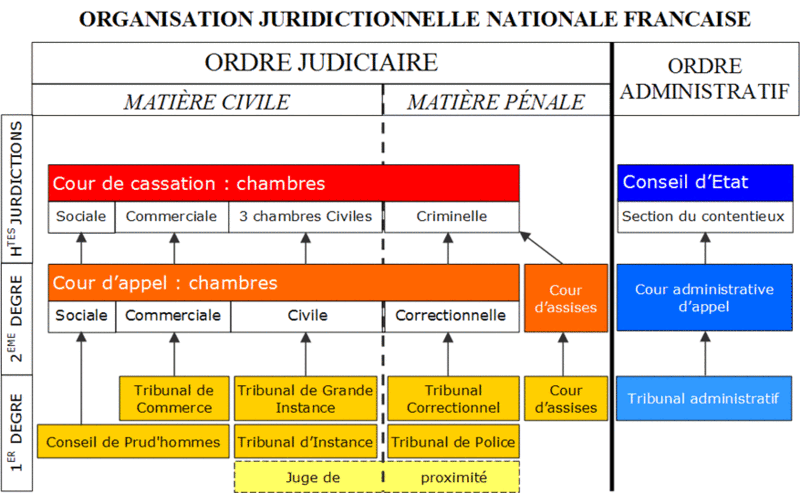
LE CONTROLE DE LA CONSTITIONNALITE DES LOIS

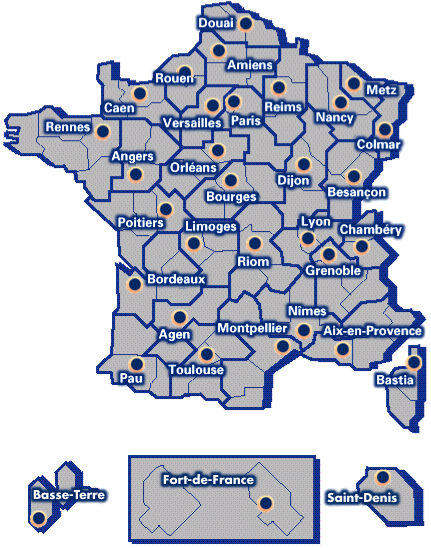
* soit préalable : après l’adoption de la loi et avant sa publication ;
* soit une fois que la loi est de droit positif. C’est la question prioritaire de constitutionnalité (QPC)

Ce contrôle s’exerce en application de l’Art. 61-1 de la Constitution [Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application (article 46-I de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)]

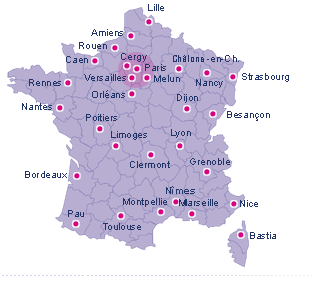
Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.

# SCHEMA 5. LES ORDRES JURIDIQUES





Cours d’appel de l’ordre judiciaire



Cours d’appel de l’ordre Administratif

# EXERCICE 5. LES ORDRES JURIDIQUES

qcm

PREMIERE PARTIE

1. La conciliation est :

a) un mode juridictionnel de résolution des conflits; b) un mode non juridictionnel de résolution des conflits gratuit payant; c) un mode non juridictionnel de résolution des conflits

2. La chambre de l’instruction est : a) une chambre spéciale de la cour d’appel ; b) une chambre spéciale du tribunal de grande instance c) une chambre spéciale de la Cour de cassation

3 La transaction est :a) un mode non juridictionnel de résolution des litiges b) un mode juridictionnel de résolution des litiges c) un mode tantôt juridictionnel tantôt non juridictionnel de résolution des litiges

4. Les juridictions de second degré : a) sont des juridictions du fond comme les juridictions de premier degré b) sont les seules juridictions du fond c) sont les juridictions du droit

5. Les bénéficiaires à l’aide juridictionnelle ont le droit à un avocat : a) choisi par l’Etat b) choisi par leur bâtonnier c) librement choisi

6. Le tribunal de police est compétent pour juger : a) des crimes b) des délits c) des contraventions

7. Les dépens sont :a) irrépétibles c'est-à-dire non remboursables b) répétibles c'est-à-dire remboursables par le perdant c) répétibles c'est-à-dire remboursables par celui qui gagne

8. La Cour de cassation casse l’arrêt lorsqu’elle estime : a) qu’il n’y a plus rien à faire b) que la règle de droit a été bien appliquée c) que la règle de droit n’a pas été bien appliquée et qu’il faut rejuger l’affaire

9. Les magistrats du parquet :a) ont compétence pour appliquer la loi b) ont compétence pour faire respecter la loi ; c) requièrent la bonne application de la loi

10. Il y a impartialité subjective lorsque :a) le juge connaît déjà le dossier par la presse b) le juge connaît le dossier car son conjoint, magistrat du parquet, a requis dans cette affaire c) le juge connaît le dossier car il a déjà requis dans cette affaire lorsqu’il était magistrat du parquet

11. Le principe de l’autorité de la chose jugée signifie :a) aucune autre décision ne peut plus être rendue ; b) aucune autre décision ne peut plus être rendue après épuisement des voies de recours ; c) une autre décision peut être rendue si des faits nouveaux apparaissent

12. Les juridictions de l’ordre administratif sont :a) les tribunaux administratifs et les Cours administratives d'appel ; b) les tribunaux administratifs, Cours administratives d'appel et le Conseil d'Etat c) les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat

13. Si le bénéficiaire à l’aide juridictionnelle perd le procès, il doit :a) payer son avocat b) payer les frais engagés par son adversaire c) en principe ne rien payer

14. Il est possible d’interjeter appel contre les décisions des :a) tribunaux arbitraux b) juges statuant en amiables compositeurs c) juges statuant en premier et dernier ressort

15. Le tribunal de grande instance est compétent en matière immobilière : a) à compter de 10 000 euros ; b) entre 4001 et 10 000 euros ; c) quel que soit l’enjeu financier

16. Le tribunal des conflits est compétent :a) pour régler l’ensemble des litiges issus des relations de travail ; b) pour régler les litiges entre les deux ordres de juridiction c) pour régler les litiges nés de l’exécution d’un contrat de travail, que ce soit des litiges individuels ou collectifs.

17. Lorsque le juge statue en amiable compositeur :a) il juge en équité b) il juge en droit c) il juge en droit et en équité

18. En matière d’acte mixte, le demandeur commerçant ne peut assigner que devant :a) le tribunal de commerce ; b) le tribunal de grande instance c) une juridiction civile (tribunal de grande instance ou tribunal d'instance) selon le montant de l'affaire

19. Le déni de justice est :a) uniquement le fait de ne pas juger b) le fait de ne pas juger les affaires en l’état de l’être ;c) le fait de ne pas juger les affaires trop difficiles

20. Les juges du conseil des prud'hommes sont :a) des magistrats professionnels b) des représentants salariés et employeurs élus c) des représentants salariés et employeurs nommés par leurs pairs

21. Les jurés criminels sont :a) tirés au sort sur les listes électorales b) choisis par les présidents de cour d’assises c- choisis par les maires

22. La décision de classement sans suite est prise par :a) le procureur de la République b) le juge d’instruction c) le juge de libertés et de la détention

23. Un plaideur mécontent du jugement rendu par le tribunal de grande instance peut : a) toujours interjeter appel en matière personnelle et mobilière ; b) interjeter appel à partir de 4000 euros en matière personnelle et mobilière ; c) toujours interjeter appel en quelque matière que ce soit

24. La Cour de cassation se prononce sur les pourvois dirigés contre : a) les arrêts rendus par les cours d’appel ; b) les arrêts rendus par les cours d’appel et les jugements des tribunaux rendus en premier et dernier ressort c) les arrêts rendus par les cours d’appel et les jugements des tribunaux

25. Le justiciable peut engager la responsabilité de l’Etat :a) en raison de la seule faute du magistrat ; en raison de la faute du magistrat ou du déni de justice ; c) en raison de la faute lourde ou déni de justice

26. La responsabilité disciplinaire des magistrats peut être engagée :a) par tout justiciable mécontent de la décision du juge qui peut saisir le Conseil supérieur de la magistrature ;b) par le Conseil supérieur de la magistrature qui peut s’autosaisir ; c) par le chef de juridiction du magistrat qui peut saisir le Conseil supérieur de la magistrature

27. Pour condamner une personne, la cour d’assises en première instance doit se prononcer à : a) 8 voix de majorité sur 9 ; b) 7 voix de majorité sur 12 ; c) 6 voix de majorité sur 9

28. Le juge d’instruction peut être saisi par : a) le président du tribunal de grande instance ; b) la victime au moyen d’une plainte c) le procureur de la République au moyen d’un réquisitoire introductif d’instance

29. La clause compromissoire prévoit le recours à l’arbitrage :a) lorsque le litige est déjà né ; b) pour les litiges qui pourraient naître c) pour établir un compromis

30. Devant le tribunal de police, la procédure est :a) écrite comme devant le tribunal de grande instance ; b) orale comme devant le tribunal de grande instance ; c) orale à l’inverse du tribunal de grande instance

SECONDE PARTIE

La Cour de cassation est la plus haute juridiction française et tranche (1). Elle comprend six chambres, dont la (2) et la (3).

1. a ) le fait ; b) la fête ; c) le droit ; d) le fait et le droit
2. a) chambre commerciale et financière; b) chambre de commerce ; c) chambre commerciale ; d) chambre des commerçants
3. a) chambre correctionnelle ; b) chambre criminelle ; c) chambre pénale ; d) chambre délictuelle

Tout arrêt de la Cour de cassation comprend en général (4) parties.

(4) a) 3 ; b) 1 ; c) 2 ; d) 4

Dans un arrêt de rejet, la Cour de cassation commence par la décision de (5). Il se poursuit par le contenu du (6) et sa critique. Enfin, l’arrêt de rejet se termine par le rejet du recours, et donc c’est la (7).

1. a) la Cour de cassation ; b) mon chien ; c) la Cour ; d) la Cour d’appel

(6) a) pourvoit ; b) pourvoi ; c) pourvoye ; d) pourvoie

1. a) tendu principal ; b) solution ; c) dissolution ; d) principale.

Dans un arrêt de cassation, il y a obligatoirement, au début, un (8).

1. a) visa ; b) visage ; c) vu ; d) virage

Ensuite, dans les arrêts dits « alpha » , la structure comporte un (9), qui peut être défini comme le (10) fondant la décision de la Cour de cassation. Parfois, cette structure n’est que la (11) du texte d’un article.

1. a) chameau ; b) chapot ; c) chapeau ; d) galurin
2. a) mur ; b) principe ; c) béton ; d) visa
3. a) recopie ; b) copie ; c) copy ; d) copiage

Dans les arrêts dits « bêta », il n’y a pas cette partie au début. C’est pourquoi, on les considère comme moins (12).

1. a) loufoques ; b) longs ; c) importants ; d) pertinents

En deuxième partie, qu’il s’agissent d’arrêts de cassation « alpha » ou bêta », vient la (13) de la cour d’appel.

1. a) motif ; b) motives ; c) décision ; d) raison

La dernière partie de l’arrêt de cassation, est appelée « cassation technique ». il s’agit pour la Cour de prendre acte de la (14) entre les première et deuxième parties. Le terme « cassation » signifie que l’arrêt cassé doit être considéré comme (15).

1. a) contradiction ; b) contradictoire ; c) déréliction ; d) contrariété
2. a) valable ; b) mangé ; c) détruit ; d) annulée

Le terme de « décision » est générique. Cela signifie qu’il est applicable à (16) acte de juger. Les décisions comprennent les jugements rendus par les juridictions du (17) degré, et les (18), émanant de toutes les autres juridictions.

1. a) tout ; b) aucun ; c) certains ; d) incertain
2. a) second ; b) premier ; c) 90ème; d) 3ème;
3. a) arrêt ; b) arrêts ; c) arêtes ; d) araires ;

Le recours en cassation peut se subdiviser en (19), qui, à leur tour, se subdivisent en (20).

1. a) moyennes ; b) moyens ; c) médiocres ; d) arbres ;
2. a) peupliers ; b) ramettes ; c) tranches ; d) branches.

# COURS 6. LES DISTINCTIONS ENTRE LES OBJETS DU DROIT : Personne, chose et animal

1. DISTINCTION ENTRE PERSONNE, CHOSE (ET ANIMAL ?).

La distinction fondamentale (summa divisio) a lieu entre les personnes (personae) et les choses (res).

Il convient sans doute de créer une catégorie intermédiaire : celle des êtres doués de sensibilité.

Une personne est un être vivant doué de raison et de sensibilité.

Un animal est un être vivant doué de sensibilité mais a la raison limitée. On ne peut pas le considérer comme privé de raison, puisqu’un chien est capable d’aboyer afin d’obtenir de la nourriture ou d’aller chercher la balle quand son maitre lui demande de le faire.

2. LA DISTINCTION ENTRE CHOSE ET BIEN

Le bien est une chose susceptible d’appropriation, sur laquelle un droit de propriété ou un autre droit peut porter.

Certaines choses ne sont pas des biens parce qu’elle sont

* hors commerce juridique (organe ou produit humain: en France, le sang n’est pas un bien parce qu’il ne peut être légalement vendu ; dans d’autres pays, comme aux USA, chaque individu peut vendre son sang) ou
* parce qu’elle sont abandonnées : si je mets une assiette sale à la poubelle, ce n’est pas un bien parce que j’ai décidé de la jeter ; en revanche, si une personne, fouillant ma poubelle, décide de la prendre, l’assiette redevient un bien puisque celui qui l’a récupérée peur la vendre, même parfois très cher (si l’assiette est la dernière utilisée par Michael Jackson avant sa mort).

3. LA DISTINCTION ENTRE BIEN CORPOREL ET BIEN INCORPOREL

Le bien peut être corporel, autrement dit on peut le toucher (potentiellement, il est difficile de toucher un tigre, néanmoins c’est un bien corporel) ou incorporel (droit d’auteur, créance d’un créancier sur un débiteur).

# SCHEMA 6. LES DISTINCTIONS ENTRE LES OBJETS DU DROIT

# LECTURES 6. LES DISTINCTIONS ENTRE LES OBJETS DU DROIT

### POETIQUE ET DROIT

L’article 524 du Code civil, qui définit les immeubles par destination, est par certains aspects un texte poétique.

**Article 524**

Les animaux et les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds sont immeubles par destination.

Ainsi, sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds :

Les animaux attachés à la culture ;

Les ustensiles aratoires ;

Les semences données aux fermiers ou métayers ;

Les pigeons des colombiers ;

Les lapins des garennes ;

Les ruches à miel ;

Les poissons des eaux non visées à l'article 402 du code rural et des plans d'eau visés aux [articles 432 et 433](http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=254E796A061AAC2B371AF2DBE1DA1AC0.tpdjo13v_1?cidTexte=LEGITEXT000006070721&idArticle=LEGIARTI000006427470&dateTexte=&categorieLien=cid) du même code ;

Les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes ;

Les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges, papeteries et autres usines ;

Les pailles et engrais.

Sont aussi immeubles par destination tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure.

Il en est de même des meubles attachés « à perpétuelle demeure ».

**Article 525**

Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou, lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés ou détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fracture ou détérioration.

# EXERCICES 6. LES DISTINCTIONS ENTRE LES OBJETS DU DROIT

La distinction entre les choses et les personnes n’est pas aussi simple qu’une première analyse le laisserait supposer.

Le 15 avril 2014, les médias faisaient largement écho de l’amendement "Glavany", adopté en 1ère lecture par l’Assemblée Nationale lors du vote sur le Projet de loi relatif à la "modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures". Il est devenu un "être vivant doué de sensibilité".

A l’aide de vos recherches sur l’Internet, tentez de répondre aux interrogations suivantes.

Sur la distinction entre personne et chose

1°) Pensez-vous qu’il soit utile de créer une catégorie intermédiaire entre la chose et la personne ?

2°) Comment expliquer que le droit romain a pu considérer les esclaves comme des choses et non comme des personnes ?

Sur la notion d’être

1°) Définir la notion juridique d’être ?

2°) Un arbre est-il un être ? Il est admis aujourd’hui que certaines plantes sont sensibles à la musique ou au discours de son maitre ?

Sur la notion de sensibilité

1°) Comment définir la sensibilité ?

2°) Tentez de distinguer sensibilité et capacité de raison ?

3°) Une personne humaine qui « a perdu la raison » pourrait-elle être qualifiée d’animal ?

# COURS 7. LE DROIT DE PROPRIETE ET SES DEMEMBREMENTS

# 1. LE DROIT DE PROPRIETE ET SES DEMEMBREMENTS

Le droit de propriété comprend :

* l’usus (en FR : droit d’usage), le droit de faire usage de la chose ;
* le fructus (en FR, le droit aux fruits), le droit de tirer les fruits naturels (ex : les fruits d’un arbre) ou civils d’une chose (ex : le loyer)
* l’abusus  (en FR, la nue-propriété): le droit de détruire ou de vendre la chose.

USUS + FRUCTUS = USUFRUIT

# SCHEMA 7. LE DROIT DE PROPRIETE ET SES DEMEMBREMENTS

# LECTURE 7. LE DROIT DE PROPRIETE ET SES DEMEMBREMENTS

1. La notion de bien est étroitement liée à celle de propriété.

Comme l’observait Jean Carbonnier, « le droit a recouvert le monde bariolé des choses d’un uniforme capuchon gris, la notion de bien, cette abstraction » (cf. Les biens, p. 70, n°16).

En effet, une chose ne devient un bien que si elle est susceptible d’appropriation. Des choses communes (foret) ou des choses hors commerce (parties du corps) ne peuvent donc pas des biens.

Tous les biens ne sont pas des choses, parce qu’il existe des biens incorporels (créances, droits de propriété industrielle ou intellectuelle).

2. La notion de propriété est également très discutée.

La conception de droit romain est celle présentée au texte : il s’agit d’un rapport direct entre la personne et la chose objet du rapport de propriété. Selon l’article 544 du Code civil, « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue ».

La conception de Common Law soutient qu’il n’y a pas de rapport direct entre la personne et la chose. La personne est titulaire d’un droit, appelé estate. Un estate est d’abord « l’intérêt qu’une personne peut avoir sur un bien immobilier ». De manière dérivée, le mot « estate » désigne parfois l’objet (au sens juridique) de la propriété.

Pour Thierry Revet, il y a deux sens du mot propriété : une vision subjective, autrement dit le pouvoir exclusif d’une personne sur un bien, et, une vision objective, comme « la qualité qu’a un bien d’appartenir à une personne, comme l’utilité est sa qualité d’être utile » (Frédéric Zénati-Castaing et thierry Revet, Les biens, 3ème éd., 2008).

Pour ces auteurs, « le droit de propriété n’est pas un droit incorporel » ; il ne constitue pas un bien mais « le rapport juridique grâce auquel les choses deviennent des biens ».

# EXERCICES 7. LE DROIT DE PROPRIETE ET SES DEMEMBREMENTS

En vous aidant d’un ouvrage, rédigez une définition des thèmes suivants ; complétez la définition par des exemples.

1) Les fonds incorporels

2) Les fruits civils, les bénéfices et les dividendes

3) Les modalités de l'acquisition dérivée de la propriété

4) Les principes de gestion de l'indivision

# COURS 8. LES DIVISIONS DU DROIT

La distinction fondamentale a lieu entre le droit public et le droit privé.

Le droit privé traite des relations entre des particuliers. Le droit public intervient dès lors que l’une des parties est l’Etat, une collectivité territoriale (Région, Département, Commune) ou un établissement public.

1. Le droit privé comprend les matières suivantes :

1.1. Le droit civil

* le droit de la famille : mariage, partenaires des pacs, concubinage, divorce, rupture d’un pacs, rupture d’un concubinage, filiation ;
* le droit des personnes ;
* le droit des obligations : le contrat et le quasi-contrat, le délit et le quasi-délit, le régime de l’obligation ;
* le droit des biens ;
* le droit des contrats spéciaux ;
* le droit des suretés ; la sureté peut être personnelle ou réelle.
* le droit des régimes matrimoniaux ;
* le droit des successions.

1.2. Le droit social comprend le droit du travail (relations individuelles ; relations collectives) et le droit de le sécurité sociale.

1.3. Le droit pénal au sens large comprend le droit pénal général, le droit pénal spécial, le droit pénal des affaires, le droit pénitentiaire, la pénologie, la criminologie.

1.4. Le droit commercial ou droit des affaires comprend le droit commercial général, le droit des sociétés, le droit des procédures collectives.

1.5. Les procédures comprennent la procédure civile (qui comprend la procédure commerciale), la procédure pénale et la procédure prud’homale.

2. Le droit public comprend :

2. 1. Le droit constitutionnel

2. 2. Le droit administratif

2. 3. Le droit public des biens

2. 4. La procédure administrative

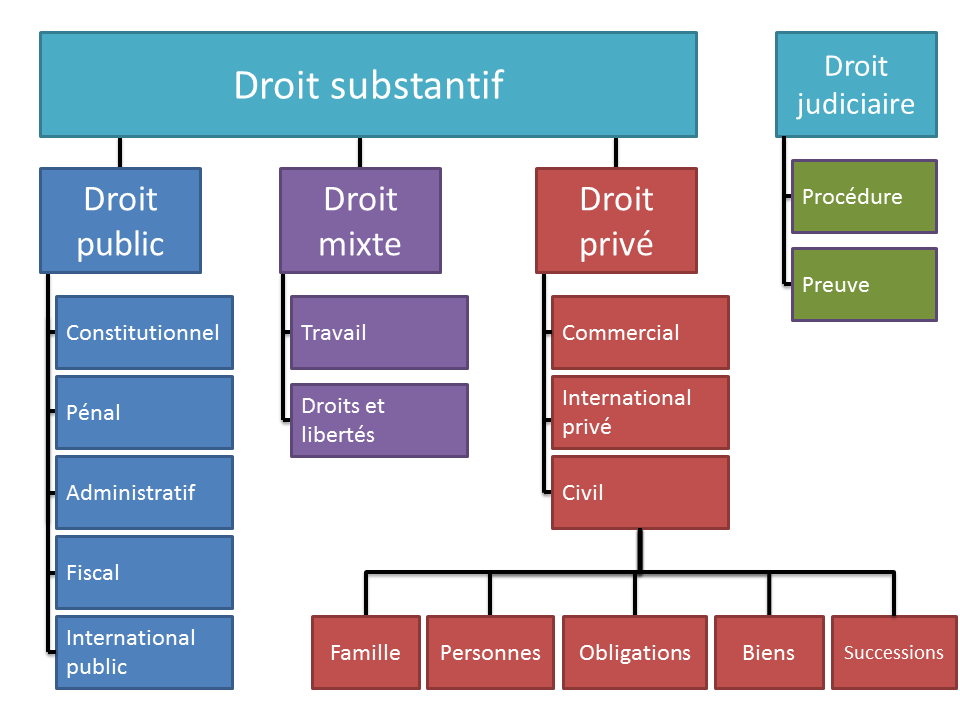
3. Le droit fiscal est aujourd’hui autonome.

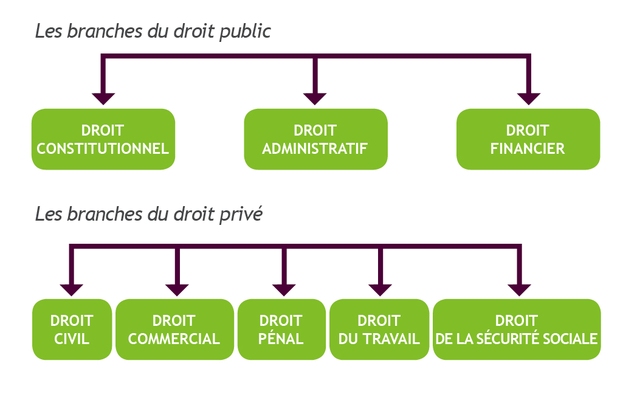
# SCHEMA 8. LES DIVISIONS DU DROIT

# LECTURE 8. LES DIVISIONS DU DROIT

Tout classement est discutable, car certaines matières échappent à la distinction public/privé.

Voici deux tableaux, le premier de droit québécois, le second de droit français : comparer avec la situation présentée au texte.





# EXERCICE 8. LES DIVISIONS DU DROIT

1°) Dire à quelle division du droit appartiennent les matières suivantes :

* le divorce ;
* le droit de propriété
* la gérance d’un fonds de commerce
* la société anonyme
* le mariage
* le cautionnement
* l’hypothèque
* le contrat de prêt
* l’objet
* les vices du consentement.

2°) Quel est l’intérêt de la division du droit en matières ?

# COURS 9. APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

Application de la loi dans le temps = droit transitoire

1. ENTREE EN VIGUEUR

Une loi entre en vigueur le lendemain de la publication au JO.

2. APPLICATION DANS LE TEMPS

Selon l’article 2 du Code civil, « La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif».

La règle de non-rétroactivité des lois est d'ordre public et peut être soulevée d'office par le juge.

L'application immédiate d'un texte ne signifie pas sa rétroactivité et n'implique aucune exception à la règle posée par l'art. 2 C. civ.

En matière de contrats, la loi qui a vocation à s'appliquer est celle qui est en vigueur à la date de l'acte qui provoque la mise en œuvre de la protection légale.

Une loi qui a consacré un principe nouveau n'est applicable aux situations et aux rapports juridiques établis ou formés avant sa promulgation qu'autant qu'il n'en doit pas résulter la lésion de droits acquis.

**Matière contractuelle** Les effets des contrats conclus antérieurement à la loi nouvelle, même s'ils continuent à se réaliser postérieurement à cette loi, demeurent régis par les dispositions sous l'empire desquelles ils ont été passés.

Ce texte signifie que le contrat demeure soumis à la loi existant au jour de sa passation.

Les règles gouvernant **les modes de preuve** sont celles en vigueur au jour où le juge statue.

En l'absence de disposition spéciale, les lois relatives à **la procédure et aux voies d'exécution** sont d'application immédiate.

**Modification légale d'un délai de prescription**. En l'absence d'une volonté contraire expressément affirmée, lorsque le législateur modifie le délai d'une prescription, cette loi n'a pas d'effet sur la prescription définitivement acquise.

**Réduction d'une durée de prescription**. Lorsque la loi réduit la durée d'une prescription, la prescription réduite commence à courir du jour de l'entrée en rigueur de la loi nouvelle, sans que la durée totale puisse excéder le délai prévu par la loi antérieure.

**Rétroactivité des lois interprétatives**. En déclarant qu'un texte a un caractère interprétatif, le législateur a nécessairement donné un caractère rétroactif à cette disposition.

# SCHEMA 9. APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

# 1. ENTREE EN VIGUEUR

Les lois et, lorsqu'ils sont publiés au Journal officiel de la République française, les actes administratifs entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le lendemain de leur publication

2. APPLICATION DANS LE TEMPS

\* Régime légal : Certaines lois comportent un régime spécifique de droit transitoire. Autrement dit, elles fixent la date d’entrée en vigueur de la loi ou de certains articles.

* Régime ordinaire

\*\* Matière contractuelle

PRINCIPE : Le contrat demeure soumis à la loi qui existait au jour de la conclusion du contrat.

EXCEPTION : Loi d’ordre public ou impérative : La loi nouvelle s’applique à compter de l’entrée en vigueur de la loi nouvelle.

# LECTURE 9. APPLICATION DE LA LOI PENALE DANS LE TEMPS

**De l'application de la loi pénale dans le temps**

Article 112­-1 du code pénal

Sont seuls punissables les faits constitutifs d'une infraction à la date à laquelle ils ont été́ commis. Peuvent seules être prononcées les peines légalement applicables à la même date.

Toutefois, les dispositions nouvelles s'appliquent aux infractions commises avant leur entrée en vigueur et n'ayant pas donné lieu à une condamnation passée en force de chose jugée lorsqu'elles sont moins sévères que les dispositions anciennes.

Article 112­-2 du code pénal

Sont applicables immédiatement à la répression des infractions commises avant leur entrée en vigueur :

1° Les lois de compétence et d'organisation judiciaire, tant qu'un jugement au fond n'a pas été́ rendu en première instance ;

2° Les lois fixant les modalités des poursuites et les formes de la procédure ;

3° Les lois relatives au régime d'exécution et d'application des peines ; toutefois, ces lois, lorsqu'elles auraient pour résultat de rendre plus sévères les peines prononcées par la décision de condamnation, ne sont applicables qu'aux condamnations prononcées pour des faits commis postérieurement à leur entrée en vigueur ;

4° Lorsque les prescriptions ne sont pas acquises, les lois relatives à la prescription de l'action publique et à la prescription des peines.

- Art. 8 de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen (26 août 1789) : « la loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu’en vertu d’une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée ».

- Art. 7-1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales (4 septembre 1950) : « nul ne peut être condamné pour une action ou pour une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d’après le droit national ou international. De même il n’est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l’infraction a été commise ».

PRINCIPE : Loi applicable est celle existant au jour de la commission de l’infraction

EXCEPTION : Loi plus douce (lex mitior) s’applique immédiatement même aux infractions commises antérieurement à son entrée en vigueur. C’est la rétroactivité in mitius.

# EXERCICE 8. APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

QCM : APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS ET CONTRAT

Leonardo a décidé de créer un restaurant italien. Pour pouvoir s’installer, il a emprunté le 6 mars 2010 une somme de 200.000 F à la banque BEL AIR au taux de 15 %. Or, une loi du 18 janvier 2014, publiée au Journal Officiel du 20 janvier, a réduit le taux maximum applicable aux prêts consentis par les banques à 8 %.

Leonardo se demande s’il peut demander à sa banque le remboursement des échéances payées antérieurement à la nouvelle législation au taux de 15%

a) oui b) non c) cela dépendra du juge

et s’il peut, dès février, réduire les prochaines échéances au taux d’intérêt de 8%.

a) oui b) non c) cela dépendra du juge.

QCM : APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS ET DROIT PENAL

Le 7 juin 2013, Leonardo a été surpris par la police de BEVERLY HILLS en train de circuler à bord de sa PORSCHE à la vitesse de 240 kilomètres/heure. Cet excès de vitesse était alors puni de 6 mois d’emprisonnement et de 20.000 F d’amende. Or, une loi nouvelle du 6 mars 2015 créant le délit de Très Grande Vitesse (TGV) prévoit que lorsque le dépassement de la vitesse autorisée dépasse 50 kilomètres/heure, la peine est de 2 ans d’emprisonnement ou 200.000 F d’amende.

Leonardo est préoccupé de savoir si le délit de TGV lui est applicable, sachant qu’il doit comparaître devant le tribunal le 27 janvier 2016.

a) oui b) non c) cela dépendra du juge

Boris télécharge illicitement des programmes à partir d’un site de téléchargement.

La loi n°2009-1311 du 28 octobre 2009 dite HADOPI II, a été définitivement adoptée par l’Assemblée nationale le 22 septembre 2009, déclarée conforme à la constitution par une décision 2009-590 DC du 22 octobre 2009, et publiée au JO n° 251 du 29 octobre 2009. Elle permet désormais de priver d’accès à l’Internet l’internaute coupable d’actes de contrefaçon par le moyen d’un téléchargement illicite. Elle institue à cet effet au sein du Code de la propriété intellectuelle un article L. 335-7 qui dispose : « Lorsque l'infraction [de contrefaçon] est commise au moyen d'un service de communication au public en ligne, les personnes coupables […] peuvent en outre être condamnées à la peine complémentaire de suspension de l'accès à un service de communication au public en ligne pour une durée maximale d'un an, assortie de l'interdiction de souscrire pendant la même période un autre contrat portant sur un service de même nature auprès de tout opérateur ».

Cette loi ne comporte pas de dispositions transitoires.

1) Boris peut-il être condamné à la peine complémentaire visée ci-dessus pour des téléchargements illicites réalisés dans la nuit du 28 au 29 octobre 2009 ?

2) Boris a entendu dire que ce texte serait contraire à la liberté d’expression protégée par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme. En admettant que ce soit exact, peut-il, en l’occurrence, invoquer cette convention devant le Tribunal correctionnel ?

Question 1

a) Les lois entrent en vigueur le jour de leur publication (C. civ., art. 1). A compter du 29 octobre à minuit, la loi était en vigueur.

b) L’infraction peut être poursuivie sur le fondement de la loi, car c’est une loi importante

c) La loi est rétroactive

d) Les lois entrent en vigueur, en l’absence de disposition transitoire contraire, au lendemain de leur publication (C. civ., art. 1). A la date de l’infraction, la loi n’était pas en vigueur.

Question 2

a) Non, le juge répressif ne peut juger d’une exception d’inconventionnalité.

b) Oui : la hiérarchie des normes le permet, et le juge répressif est fondé à juger d’une exception d’conventionalité.

# COURS 10. LA DISTINCTION ENTRE L’ACTE JURIDIQUE ET LE FAIT JURIDIQUE

Un acte juridique est une «manifestations de volonté destinées à produire des effets de droit» (C. civ., art. 1100-1).

Au contraire, le fait juridique ne suppose pas l’existence d’une volonté de son auteur : ce sont des agissements ou des événements auxquels la loi attache des effets de droit. (C. civ., art. 1100-2).

L’acte juridique recouvre à la fois l’opération juridique voulue (je souhaite, par un acte de vente, vendre ma voiture) et c’est ce que le juriste appelle *negotium* et le document constatant cette opération juridique (le contrat imprimé sur lequel les signatures des parties sont apposées) et c’est ce que le juriste appelle *instrumentum*. L’acte juridique peut être sous seing privé ou authentique (et notamment notarié).

**L’acte juridique** peut être acte

- Authentique: Acte juridique reçu ou dressé par un fonctionnaire (ex. : juge) ou un officier public (ex. : notaire), ayant le droit d’instrumenter dans le lieu où l’acte a été rédigé, et avec les formalités requises ; « acte qui a été reçu, avec les solennités requises, par un officier public ayant compétence et qualité pour instrumenter » (C. civ. , art. 1369 al. 1er).

- d’avocat

Acte juridique établi par un avocat reconnu par la loi comme ayant une autorité particulière (C. civ. , art. 1374) .

- notarié

Acte juridique établi (on dit aussi « passé ») par devant un notaire (ou encore « reçu par un notaire »).

— sous seing privé/sous signature privée

Acte juridique établi par écrit par les parties elles-mêmes ou par un tiers rédacteur n’ayant pas la qualité d’officier public (ex. : avocat, agent immobilier, expert-comptable) ou n’intervenant pas en cette qualité (ex. : notaire agissant en tant que simple rédacteur) et comportant les seules signatures des parties.

**Le contrat**

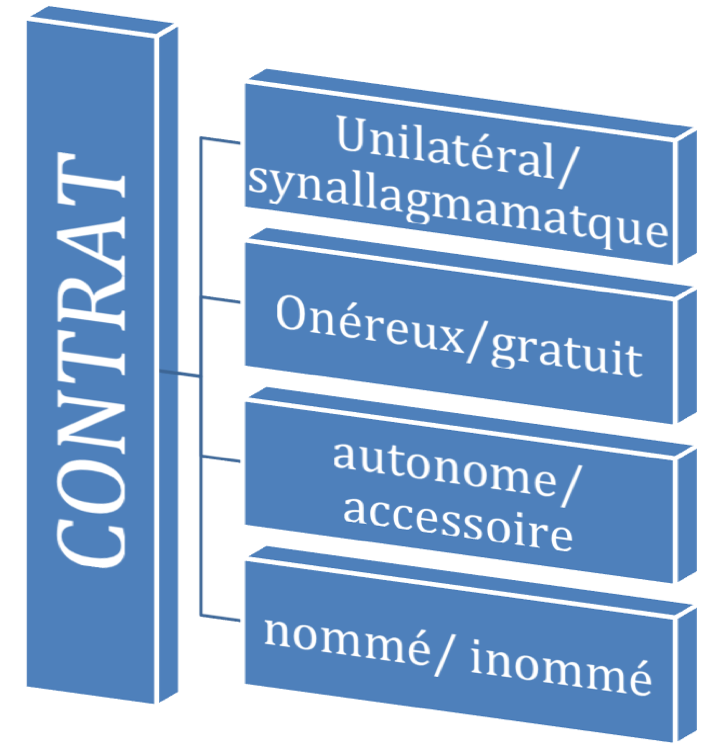
« *Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s’obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose* » (c. civ., anc. art. 1101).

« *Le contrat est un accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations*» (c. civ., art. 1101).

Un contrat est **consensuel** lorsqu’il se forme par le seul échange des consentements (ex. : vente), **réel** lorsqu’il se forme par la remise de la chose (ex. : dépôt) et **formel** lorsqu’il se forme par l’accomplissement d’une certaine formalité (ex. : donation directe immobilière).

Il y a quatre obligations : donner, ne pas donner, faire, ne pas faire.

# LA DISTINCTION ENTRE L’ACTE JURIDIQUE ET LE FAIT JURIDIQUE



# LECTURES 10. LA DISTINCTION ENTRE L’ACTE JURIDIQUE ET LE FAIT JURIDIQUE

Il existe quatre sources pour le droit des obligations :

* le contrat
* le quasi-contrat
* le délit
* le quasi-délit.

Selon l’article 1100 du Code civil, « *Les obligations naissent d’actes juridiques, de faits juridiques ou de l’autorité seule de la loi. Elles peuvent naître de l’exécution volontaire ou de la promesse d’exécution d’un devoir de conscience envers autrui* ».

La définition du quasi-contrat résulte de l’article 1300 du Code civil : « *Les quasi-contrats sont des faits purement volontaires dont il résulte un engagement de celui qui en profite sans y avoir droit, et parfois un engagement de leur auteur envers autrui* ».

Les applications de cette notion sont fréquentes dans la vie quotidienne, ainsi qu’en témoigne un arrêt important du 6 septembre 2002 :

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. X... a reçu de la société de vente par correspondance Maison française de distribution (la société) deux documents le désignant, de façon nominative et répétitive, en gros caractères, comme ayant gagné 105 750 francs, avec annonce d'un paiement immédiat, pourvu que fût renvoyé dans les délais un bon de validation joint ; que cette pièce fût aussitôt signée et expédiée ; que la société n'ayant jamais fait parvenir ni lot ni réponse, M. X... l'a assignée en délivrance du gain et, subsidiairement, en paiement de l'intégralité de la somme susmentionnée pour publicité trompeuse, née de la confusion entretenue entre gain irrévocable et pré-tirage au sort ; que l'Union fédérale des consommateurs Que Choisir (UFC) a demandé le paiement d'une somme de 100 000 francs de dommages-intérêts en réparation de l'atteinte portée à l'intérêt collectif des consommateurs ;

Que l'arrêt leur a respectivement accordé les sommes de 5 000 francs et un franc ;

Vu l'article 1371 du Code civil ;

Attendu que les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers ;

Attendu que pour condamner la société à payer une certaine somme à titre de dommages-intérêts à M. X..., l'arrêt retient qu'en annonçant de façon affirmative une simple éventualité, la société avait commis une faute délictuelle constituée par la création de l'illusion d'un gain important et que le préjudice ne saurait correspondre au prix que M. X... avait cru gagner ;

Qu'en statuant ainsi, alors que l'organisateur d'une loterie qui annonce un gain à une personne dénommée sans mettre en évidence l'existence d'un aléa s'oblige, par ce fait purement volontaire, à le délivrer, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur le second moyen : CASSE ET ANNULE (…).

Classiquement, il existe trois quasi-contrats : la gestion d’affaire, l’enrichissement injustifié et le paiement de l’indu.

# EXERCICES 10. LA DISTINCTION ENTRE L’ACTE JURIDIQUE ET LE FAIT JURIDIQUE

1°) Pour chacun des cas suivants, indiquez, dans un premier temps, s’il s’agit d’un fait ou d’un acte juridique.

Ensuite, s’il s’agit ou pas d’un contrat.

Enfin, le classer parmi les types de contrat : unilatéral ou synallagmatique, onéreux ou gratuit, autonome ou accessoire, nommé ou innommé.

* une annonce dans un journal
* une offre
* un cautionnement
* une donation
* un homicide volontaire
* une vente
* un vol
* la constitution d’une hypothèque
* une promesse de vente
* un acte d’assistance (secourir un noyé)
* une assignation en justice
* un testament
* une lettre de licenciement
* un partage
* un contrat de prêt sans intérêt
* un contrat de crédit-bail
* un contrat de transport
* une transaction

2°) Une promesse de contrat est-elle un contrat ?

Expliquez la différence entre une promesse unilatérale et une promesse synallagmatique. Donnez des exemples.

# COURS 11. HIERARCHIE DES NORMES

Système juridique instaurant un ordre hiérarchisé entre les différentes règles de droit (ex. : loi, décret) en fonction de l’organe dont elles émanent (ex. : Parlement, Premier ministre). Les différentes composantes d’un système juridique sont considérées dans leur coordination. L’ordre est fondé sur le principe selon lequel la norme d’un degré inférieur doit respecter et mettre en œuvre celle du degré supérieur.

La substantifique moelle de la théorie de Kelsen peut s’énoncer en ces termes : une norme tire sa validité de sa conformité à la norme supérieure.

Pour apprécier le respect par une loi de la Constitution, il faut saisir le Conseil constitutionnel.

En réalité la hiérarchie des normes comporte trois pyramides :

\* HIERARCHIE DES NORMES EN DROIT INTERNE

Constitution/Loi/ Décret / Arrêtés / Circulaires [et Instructions]

\* HIERARCHIE EN DROIT EUROPEEN

Traités/ Directives et Règlements/Avis et décisions CJUE Luxembourg

\* HIERARCHIE ET LA CEDH

Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l’Homme CESDH

Cour Européenne des Droits de l’Homme CEDH

La pyramide de l’Union Européenne et celle de la Convention européenne des droits de l’homme sont au-dessus du droit interne.

# SCHEMA 11. HIERARCHIE DES NORMES

Pyramide du Conseil de l’Europe (5%) Pyramide de l’Union européenne (70% du Droit)

PYRAMIDE DES NORMES FRANCAISES (25% du Droit)

# LECTURE 11. HIERARCHIE DES NORMES

1. ***L’ambition de Kelsen***

***La nature de son ambition****. L’ambition de* ***la*** Théorie pure du droit ***de Kelsen*** *est purement descriptive : il entend permettre à la science du droit de décrire le droit positif sans aucun parti pris sur son contenu et les valeurs qu’il contient. Mais la description porte aussi sur la « dynamique du droit » : c’est d’ailleurs l’intitulé même du titre V de la « Théorie pure du droit », représenté en bleu dans le diagramme ci dessous.*

* Il ne cherche pas à justifier l’édifice par une finalité quelconque qui résulterait d’une anthropologie spécifiée et de considérations sur les objectifs poursuivis par la société, issus des couches « donner à voir et donner à comprendre » de mon canevas ;
* Il ne cherche pas à comprendre comment on en est arrivé là, à ce droit hic et nunc, ce qui résulterait d’une approche historique et sociologique issue des mêmes couches du canevas ;
* Il s’attache à ne pas inclure dans son propos les sphères éthique (ce que la morale dit qu’il faut faire) ou politique (ce que la volonté du pouvoir implique sur l’évolution des lois). Kelsen prend tout de même parti sur le terrain moral car il nie catégoriquement l’existence d’une morale absolue « d’un point de vue scientifique ». En effet, la science humaine n’est d’aucun secours s’il s’agit d’appréhender ce qui est « d’une nature absolument supérieure et d’un autre ordre » (transcendance au sens métaphysique classique) : ses critères sont par définitions des critères humains, et sont donc impuissants à reconnaître ce qui est ABSOLUMENT supérieur à l’homme. Supposons que Dieu existe (pour les besoins de la démonstration) : enfermons-le dans un laboratoire pendant un an avec les plus grandes sommités scientifiques de la planète : il leur sera impossible de reconnaître scientifiquement sa nature divine, transcendante, car celle-ci échappe par définition aux critères de la raison humaine, qui lui est ABSOLUMENT inférieure. Au mieux, les savants reconnaîtront qu’ils ne comprennent pas (scientifiquement en tous cas).
* Il cherche à définir la forme que doit avoir l’édifice juridique en lui même : si la morale (ou la coutume) spécifie qu’il faut condamner à mort le meurtrier, ce n’est pas du juridique. Si le pouvoir politique, ou l’idéologie dominante, spécifie que certaines populations doivent être exterminées, ce n’est pas du juridique. Mais si, conformément à certaines procédures de fonctionnement de l’ordre juridique (p ex vote conforme d’un parlement, au sein d’une constitution qui n’interdit pas la mort comme peine possible etc…) les spécifications en question sont adoptées, alors celles ci deviennent normes valides. On pourrait dire que son ambition ne concerne ni les objectifs d’un droit cible, ni les causes d’un droit positif « as built », ni d’une manière générale ce que Ripert appelle les forces créatrices du Droit, mais les conditions formelles qui font que l’édifice juridique fonctionne. Une comparaison physique peut être tentée : un Einstein, qui ne s’intéresse pas à la nature d’une masse, d’une force, d’une distance, du temps, d’une accélération, mais qui cherche le type de logique et d’équations dont la cohérence interne permettra de fonctionner correctement, c’est à dire de manipuler diverses théories, newtoniennes pour certaines constellations qui se meuvent lentement, relativistes pour d’autres…

Concrètement : renonçant à la description des valeurs elles-mêmes (du contenu des normes), Kelsen n’a plus qu’un seul objet à décrire (il ne reste que cela) : la norme en tant que telle. C’est à partir d’elle qu’il va poser des conditions formelles.

**2. Être et Devoir Être, libre arbitre, transcendantal et transcendance**.

* Devoir-être, libre-arbitre et transcendance

Ces 3 notions, dans la philosophie kantienne dont s’inspire initialement Kelsen, relèvent de la raison pure pratique, tournée vers l’action morale.

L’une ne va pas sans l’autre : Le Sollen suppose le libre-arbitre CAR : si j’affirme que je dois faire quelque chose (mais non pas que cela est nécessaire - ce qui serait un problème de causalité, de nécessité pure ou de Sein), cela implique qu’il soit POSSIBLE de faire ce quelque chose ET qu’il soit aussi possible de ne pas le faire. J’ai donc un CHOIX réel, au sens fort du terme. Sinon : le Sollen se confond avec une nécessité, un Sein. Il perd sa spécificité.

Le libre-arbitre est, au sens classique, un choix NON CAUSE entre deux objets. Il échappe donc à la raison humaine qui ne fonctionne que par des analyses causales (au sens large) : il suppose la transcendance, quelque chose d’absolument supérieur à la raison humaine.

Quant à la transcendance, elle ne peut être appréhendée par la raison humaine, puisqu’elle lui est par définition ABSOLUMENT supérieure (voir supra, l’expérience de Dieu dans un laboratoire scientifique…

Le sollen EST LA question centrale du propos de Kelsen : il est connu comme le chef de file du NORMATIVISME juridique. Et pour lui, la norme, c’est le Sollen.

Schématiquement, je crois que les choses se passent ainsi :

Kelsen cherche à décrire le droit positif.

Il se débarrasse d’abord des « impuretés » de la théorie –et notamment des valeurs du droit naturel. Il se désintéresse du contenu des normes

Dés lors il ne peut plus observer et décrire qu’une chose : la norme elle-même, le Sollen en tant que tel. Tout part de là.

# TEST 11. HIERARCHIE DES NORMES

1. La substantifique moelle de la théorie de Kelsen peut s’énoncer en ces termes : une norme tire sa validité de sa X à la norme supérieure.

a) constance b) soumission c) conformité d) respect

2. Afin d’illustrer cette construction théorique, il est souvent fait recours à une X.

a) structure b) pyramide c) toiture d) mastaba

3. Le juge administratif peut-il invalider une loi contraire à un traité ?

a) Oui, si la loi est vraiment contraire au Traité

b) Non. Il peut simplement écarter son application dans le litige où la contrariété apparaît.

4. Quelle est la hiérarchie des règlements administratifs ? Du plus élevé au plus bas

a) Arrêtés / Circulaires [et Instructions]/Décret /

b) Circulaires [et Instructions]/Décret / Arrêtés /

c) Décret / Arrêtés / Circulaires [et Instructions]

d) Décret / Circulaires/Arrêtés / [et Instructions]

5. Pour apprécier le respect par une loi de la Constitution, il faut saisir :

a) le Conseil constitutionnel b) le Conseil d’Etat c) le Président du Sénat d) le Congrès

6. Cas pratique Le fisc réclame paiement à Roméo, pour sa voiture, d’une « supervignette » (taxe spéciale sur les voitures de sport) de 1000 € adoptée par le Parlement français. Une directive européenne interdit toute discrimination visant certaines voitures, au nom de la concurrence.

Roméo pense que la supervignette est une forme de discrimination de la législation française à l’encontre des puissantes voitures allemandes (Porsche, BMW, Mercedes et autres). Peut-il invoquer la directive à l’encontre du droit interne ? (La supervignette a été créée par une loi interne)

a) oui, car la directive a une autorité supérieure au droit interne

b) oui, car la directive est plus récente que le droit interne

c) non, car la directive nécessite une transposition en droit interne

d) non, car la directive est plus ancienne droit interne

# COURS 12. Norme et droit incorporel : introduction et PLA

Le principe de l'appropriation qui consiste à reconnaître un droit réel direct du sujet sur l'objet du droit demeure et fonctionne pour tous les biens matériels.

Introduction PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE/ PROPRIETE INDUSTRIELLE

1. La propriété littéraire et artistique comporte le droit d'auteur et les droits voisins (droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes, des producteurs de vidéogrammes, des entreprises de communication audiovisuelle, des traducteurs). Une affiche comporte les noms des titulaires de droits voisins .

2. La propriété industrielle comprend les dessins et modèles, les inventions et connaissances techniques, les marques de fabrique, de commerce ou de service et les autres signes distinctifs.

Il existe une différence fondamentale entre ces différents droits intellectuels : le droit d’auteur naît par le fait de la création tandis que le droit industriel naît par le fait d’une demande de protection c'est-à-dire par un acte juridique.

La protection dans le droit d’auteur sera accordée au créateur, alors que dans le droit industriel la protection sera accordée au demandeur.

2. PLA

L’œuvre de la PLA doit être originale, c'est-à-dire comme étant le reflet de la personnalité de l’auteur (ce qui doit être opposé à la notion de nouveauté et distingué de l’idée de mérite : le juge n’a pas à porter de jugement sur la valeur artistique ou littéraire de l’œuvre).

L’auteur est protégé du seul fait de sa création, il n’a pas à respecter certaines règles de forme pour bénéficier des droits conférés à l’auteur. Il peut la protéger par un dépôt.

Les droits conférés à l’auteur consistent essentiellement en droit moral et droit patrimonial :

- le droit moral est défini à l’article L121-1 CPI comme « un droit attaché à la personne perpétuel, inaliénable, imprescriptible, insaisissable et non discrétionnaire ». Il consiste, du vivant de l’auteur, en un droit au respect du nom et de l’œuvre, et en un droit de repentir ou de retrait. Après la mort de l’auteur, le droit moral est perpétuel.

- le droit patrimonial est un droit pécuniaire qui se manifeste dans le droit de reproduction, le droit de représentation et le droit de poursuite pour les œuvres d’art graphiques et plastiques (L.122-8 CPI : droit de percevoir un pourcentage du prix de l’œuvre en cas de vente publique ou par un commerçant).

# SCHEMA 12. Norme et droit incorporel

TABLEAU SIMPLIFIE DES DROITS DE LA PLA

# COURS 13. NORME ET DROIT INCORPOREL : Propriétés incorporelles

1. BREVETS

L’article L.611-10 du CPI dispose que « sont brevetables les inventions nouvelles impliquant une activité inventive et susceptibles d’application industrielle …».

Une invention est considérée comme nouvelle si elle n’est pas comprise dans l’état de la technique, autrement dit tout ce qui a été rendu accessible au public avant la date de dépôt de la demande de brevet par une description écrite ou orale, un usage ou tout autre moyen.

Le caractère industriel se manifeste lorsque l’invention permet la fabrication répétée d’objets matériels.

Le brevet confère à son titulaire un droit exclusif d’exploitation (c’est un monopole).

La durée de protection est de vingt ans à compter du jour du dépôt de la demande (sauf pour les inventions dans le secteur pharmaceutique en raison de la longueur d’obtention de l’autorisation de mise sur le marché). A l’expiration de ce délai, l’invention tombe dans le domaine public.

2. MARQUE

La marque est un signe distinctif permettant à un producteur ou à un distributeur d’identifier ses produits auprès de sa clientèle. C’est un facteur de promotion des ventes au point d'avoir sur la clientèle un impact qui à la limite ne serait pas directement lié à la qualité du produit ou du service recouvert. Elle crée un phénomène psychologique par lequel le consommateur lie par une sorte de réflexe un produit et la marque qui le désigne.

La marque peut être nominative, figurative, semi figurative ou semi nominative. La marque est dite nominative lorsqu’elle est seulement constituée de lettres.

L'article L.711-2 pose les critères qui gouvernent la validité des marques qui doivent avoir un caractère distinctif et ne pas être génériques.

Les marques génériques constituées exclusivement par un terme désignant le produit ou le service sont nulles, tout comme les marques descriptives constituées exclusivement par un terme désignant les qualités essentielles d'un produit ou d'un service. On ne peut pas déposer le mot « fromage » pour désigner un fromage.

La propriété de la marque s'acquiert par l'enregistrement et uniquement pour la classe ou les classes de produits ou de services indiqués dans la demande. En effet, la marque n’est conférée que pour un type de produits ou de services désignés (sauf cas des marques notoires…). Il s’agit du principe très important de la spécialité.

L'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de 10 ans indéfiniment renouvelable. Cela signifie que les effets de l'enregistrement rétroagissent à la date du dépôt.

3. DESSINS ET MODELES

Pour distinguer les dessins et modèles, les dessins sont en dimension deux tandis qu’un modèle est en dimension trois.

4. SECRET DE FABRIQUE – SAVOIR FAIRE

Certains préfèrent protéger leur recette ou découverte par le secret.

# SCHEMA 13. NORME ET DROIT INCORPOREL: Propriétés incorporelles

Conditions et Durée de la protection par catégorie des droits protégés

# LECTURES 13. NORME ET DROIT INCORPOREL: Variété des marques

Une marque peut être composée de :

* LETTRES
  + Nom réel d’une personne

Par exemple : CHRISTIAN DIOR,

* + Nom créé à partir d’un nom réel

Par exemple : ADI DASSLER devenu ADIDAS

* + Acronyme :

Par exemple : IKEA : Ingvar Kamprad (prénom et nom du créateur), Elmtaryd (ferme où il est né), Agunnaryd (ville de naissance)

* + Nom de fantaisie

Par exemple : ZARA nom de la ville croate (aujourd’hui choisi comme marque par son fondateur

* LETTRES UTILISEES DE MANIERE GRAPHIQUE (SEMI NOMINATIVE)

Par exemple : L et V entremêlées de Louis Vuitton

* FIGURATIVE (DESSIN)

Par exemple : Dessin d’une pomme ou d’un puma

* COULEUR

Par exemple : Couleur verte pour les yaourts Activia de Danone, Couleur orange de l’opérateur téléphonique

* ODEUR

Par exemple : Parfum Vinci pour les parkings

* FORME (MARQUE TRIDIMENSIONNELLE)

Par exemple : chocolat Toblerone, Kinder Surprise

# EXERCICES 13. NORME ET DROIT INCORPOREL

1. Quel est le principe de l'appropriation qui consiste à reconnaître un X direct du sujet sur l'objet du droit demeure et fonctionne pour les biens matériels :

a) droit réel b) droit personnel c) droit objectif d) droit matériel

2. La propriété littéraire et artistique comporte le droit d'auteur et les droits … (droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes, des producteurs de vidéogrammes, des entreprises de communication audiovisuelle).

a) voisins b) cousins c) accessoires d) vocaux

3. La propriété industrielle comprend les dessins et modèles, les inventions et connaissances techniques, les marques de fabrique, de commerce ou de service et les autres ...

a) signes distinctifs b) signes distingués c) insignes distinctifs d) signes intellectuels

4. Il existe une différence fondamentale entre ces différents droits intellectuels : le droit d’auteur naît par le fait de la … , tandis que le droit industriel naît par le fait d’une demande de protection c'est-à-dire par un acte juridique.

a) révélation b) soumission c) création d) procréation

5. La protection dans le droit d’auteur sera accordée au créateur, alors que dans le droit industriel la protection sera accordée au ...

a) contribuable d) créateur c) défendeur d) demandeur

6. L’œuvre de la PLA doit être …, c'est-à-dire refléter la personnalité de l’auteur (ce qui doit être opposé à la notion de nouveauté et distingué de l’idée de mérite : le juge n’a pas à porter de jugement sur la valeur artistique ou littéraire de l’œuvre).

a) originale b) originelle c) créative d) fonctionnelle

7. L’auteur est protégé du seul fait de sa création, il n’a pas à respecter certaines règles de … pour bénéficier des droits conférés à l’auteur.

a) droit b) fond c) preuve d) forme

8. Les droits conférés à l’auteur consistent essentiellement en droit moral et droit patrimonial

- le droit moral est défini à l’article L121-1 CPI comme « un droit attaché à la personne perpétuel, inaliénable, imprescriptible, insaisissable et non discrétionnaire ». Il consiste, du vivant de l’auteur, en un X, et en un droit de repentir ou de retrait. Après la mort de l’auteur, le droit moral est Y.

- le droit patrimonial est un droit pécuniaire qui se manifeste dans le droit de Z, le droit de représentation et le A pour les œuvres d’art graphiques et plastiques (L.122-8 CPI : droit de percevoir un pourcentage du prix de l’œuvre en cas de vente publique ou par un commerçant).

X a) droit au respect du nom ou de l’œuvre b) droit au respect du nom et de l’œuvre c) droit au respect du nom d) droit au respect de l’œuvre

Y a) éternel b) perpétuel c)temporaire d) déterminé

Z a) conception b) copie c) reproduction d) représentation publique

A a) droit de suite b) droit de poursuite c) droit de vente d) droit d’enchères

9. L’article L.611-10 du CPI dispose que « sont brevetables les inventions nouvelles impliquant une activité inventive et susceptibles d’application industrielle …».

Une invention est considérée comme nouvelle si elle n’est pas comprise X, autrement dit tout ce qui a été rendu accessible au public avant la date de dépôt de la demande de brevet par une description écrite ou orale, un usage ou tout autre moyen.

a) dans l’état de la technique b) dans l’état de la mathématique c) dans l’état de la statistique d) dans l’état de la pratique

10. Le caractère industriel se manifeste lorsque l’invention permet la fabrication répétée d’objets X.

a) immatériels b) matériels c) esthétiques d) incorporels

11. Le brevet confère à son titulaire un droit exclusif d’exploitation (c’est un monopole).

La durée de protection est de X ans à compter du jour du dépôt de la demande (sauf pour les inventions dans le secteur pharmaceutique en raison de la longueur d’obtention de l’autorisation de mise sur le marché). A l’expiration de ce délai, l’invention tombe dans Y.

X a) cinq b) dix c) quinze d) vingt

Y a) l’ordre public b) le rôle public c) la dégénérescence d) le domaine public

12. La marque est un facteur de promotion des X au point d'avoir sur la clientèle un impact qui à la limite ne serait pas directement lié à la qualité du produit ou du service recouvert. Elle crée un phénomène psychologique par lequel le consommateur lie par une sorte de réflexe un produit et la marque qui le désigne.

a) Ventes b) méventes c) reventes d) achats

13. La marque peut être X

a) nominative ou figurative

b) nominative, figurative ou semi figurative

c) nominative, figurative, semi figurative ou semi nominative

d) nominative, figurative ou semi nominative

14. La marque est dite nominative lorsqu’elle est seulement constituée de

a) chiffres b) lettres c) chiffres et lettres d) chiffres ou lettres

15. L'article L.711-2 pose les critères qui gouvernent la validité des marques qui doivent avoir un caractère distinctif et ne pas être X.

a) banales b) ordinaires c) génériques d) bananes

16. Les marques génériques constituées exclusivement par un terme désignant le produit ou le service sont nulles, tout comme les marques descriptives constituées exclusivement par un terme désignant les qualités essentielles d'un produit ou d'un service. On ne peut pas déposer le mot « fromage » pour désigner un X

a) fromage b) parfum c) potage d) animal

17. La propriété de la marque s'acquiert par l'enregistrement et uniquement pour X de produits ou de services indiqués dans la demande. En effet, la marque n’est conférée que pour un type de produits ou de services désignés (sauf cas des marques notoires…). Il s’agit du principe très important de la spécialité.

a) la classe ou les classes b) la catégorie ou les catégories c) l’appellation ou les appellations d) le clan ou les clans

18. L'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de 10 ans X renouvelable. Cela signifie que les effets de l'enregistrement rétroagissent à la date du dépôt.

a) jamais b) non c) souvent d) indéfiniment

19. Pour distinguer les dessins et modèles, les dessins sont en dimension X tandis qu’un modèle est en dimension X.

a) deux – trois b) trois – quatre c) trois – deux d) deux – quatre

# COURS 14. PREUVE : LES MODES DE PREUVE

1. PREUVE CIVILE

1. 1. NECESSITE D’UN ECRIT (Art. 1359 du Code civil)

La règle fondamentale est qu’il doit être passé acte devant notaires ou sous signatures privées de toutes choses excédant une somme ou une valeur fixée par décret.

La valeur fixée par décret est de 1500 €.

Il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes. Ce qui signifie qu’il est interdit de prouver contre un écrit.

1. 2. COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ECRIT ou CPE (Art. 1361 du Code civil)

Les règles de preuve reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.

On appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué.

1. 3. IMPOSSIBILITE MATERIELLE OU MORALE DE SE PROCURER UN ECRIT (Art. 1360 du Code civil)

Les règles de preuve reçoivent encore exception lorsque l'une des parties, soit n'a pas eu la possibilité matérielle ou morale de se procurer une preuve littérale de l'acte juridique, soit a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit ou d'une force majeure.

Elles reçoivent aussi exception lorsqu'une partie ou le dépositaire n'a pas conservé le titre original et présente une copie qui en est la reproduction non seulement fidèle mais aussi durable.

Au sens de la loi, « L'écrit sous forme électronique est admis en preuve au même titre que l'écrit sur support papier, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité ».

2. PREUVE PENALE

La présomption d’innocence fait que la preuve de la culpabilité doit être rapportée par les autorités de poursuite.

Ce peut être par tout moyen.

# SCHEMA 14. PREUVE : LES PRINCIPES

**LE COMMENCEMENT DE PREUVE ARTICLE 1362**

**LA NOTION D’ECRIT (Article 1365 du Code civil)**

# EXERCICE 14. PREUVE : LES PRINCIPES

1. La règle fondamentale est qu’il doit être passé acte devant notaires ou sous signatures privées de toutes choses excédant une somme ou une valeur fixée par décret.

La valeur fixée par décret est de :

a) 50 € b) 1500 € c) 10000 € d) 3000 €

2. Il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes.

Ce qui signifie qu’il est interdit de prouver contre un écrit.

a) vrai b) faux c) cela dépend des situations

3. Les règles de preuve reçoivent exception lorsqu'il existe un X.

a) commencement de preuve par écrit b) début de preuve par écrit c) commencement d’écrit d) début décrit

4. On appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend X le fait allégué.

a) utile b) possible c) vraisemblable d) réel

5. Les règles de preuve reçoivent encore exception lorsque l'une des parties, soit n'a pas eu X de se procurer une preuve littérale de l'acte juridique, soit a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit ou d'une force majeure.

a) l’impossibilité matérielle ou morale b) la possibilité matérielle ou morale c) la possibilité matérielle et morale d) l’impossibilité matérielle et morale

6. Elles reçoivent aussi exception lorsqu'une partie ou le dépositaire n'a pas conservé le titre original et présente une copie qui en est la reproduction non seulement fidèle mais aussi X.

a) réelle b) durable c) du rable d) écrite

7 et 8. Leonardo, au cours de la soirée du 31 décembre 2013, a prêté une somme d’argent à Matthieu. Le lendemain, celui-ci prétend ne plus se souvenir avoir emprunté cette somme (qu’il a utilisé pour boire) et conteste devoir quoi que soit. Leonardo peut faire témoigner en justice deux de ses amis, qui ont assisté à la remise des fonds : Bernard et Robert.

Leonardo se demande ces témoignages lui permettront de récupérer l’argent prêté à Matthieu.

Question 7 : si la somme d’argent prêtée est de 1.000 €

a) vrai b) faux c) cela dépend des situations

Question 8 : si la somme d’argent prêtée est de 10.000 €

a) vrai b) faux c) cela dépend des situations

Question 98 : si la somme d’argent prêtée est de 10.000 € mais Mathieu est un ami intime de Leonardo

a) vrai b) faux c) cela dépend des situations

9. Leonardo avait également prêté 200.000 € à sa tante Annick, qui a décidé de rentrer de New York en Europe par bateau en traversant l’Atlantique. Avant de partir, Annick a envoyé à Leonardo la copie de la reconnaissance de dette par fax.

Durant la traversée, le bateau fait naufrage et il n’y a aucun survivant parmi les passagers. Léonardo se demande s’il a une chance d’obtenir remboursement de cette somme par les héritiers d’Annick.

a) vrai b) faux c) cela dépend des situations

10. Au sens de la loi, « L'écrit sous forme électronique est admis en preuve au même titre que l'écrit sur support papier, sous réserve que puisse être dûment X et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité ».

a) conservé le papier b) imprimé le document c) identifiée la personne destinataire

d) identifiée la personne dont il émane

# COURS 15. PREUVE : LA CHARGE DE LA PREUVE

1. En matière civile, la charge de la preuve résulte des deux règles suivantes:

Actori incumbit probatio

C’est le demandeur en preuve qui a la charge de la rapporter.

Reus in excipiendo fit actor.

Le défendeur en faisant valoir des arguments en défense doit à son tour rapporter la preuve des éléments.

C’est ce que dit l’article 1353 du Code civil :

*Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.*

*Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.*

2. La charge de la preuve est allégée par des présomptions :

-2.1. Présomption légale, posée par la loi ;

- Art. 1349 du Code Civil : « Les présomptions sont des conséquences que la loi ou le magistrat tire d’un fait connu à un fait inconnu ».

- Art. 1350 du Code Civil : «  La présomption légale est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits (…) L’autorité que la loi attribue à la chose jugée (…) ».

- Art. 1352 al. 1° du Code Civil : « La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe ».

- Art. 312 du Code Civil : « l’enfant conçu « ou né » pendant le mariage a pour père le mari ».

- Art. 2274 du Code civil : « la bonne foi est toujours présumée, et c’est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver ».

2.2.-Présomption du fait de l’homme : le juge déduit un fait d’un autre fait.`

# SCHEMA 15. PREUVE : LA CHARGE DE LA PREUVE

# LECTURES 15. PREUVE : LA CHARGE DE LA PREUVE

Il n’y a pas que la charge de la preuve qui soit un lourd fardeau pour le demandeur.

Certaines preuves ne sont pas admissibles, car elles portent atteinte à la vie privée ou à un principe fondamental de notre droit.

Ainsi si une personne enregistre clandestinement une conversation téléphonique ou filme un salarié en train de dérober des objets à l’intérieur d’un magasin, cette preuve n’est pas admissible. Sauf à rapporter la preuve que la personne était informée du fait que sa conversation était enregistrée ou que des caméras de surveillance étaient installées.

L’exigence de preuve varie parfois en raison de la nature du fait qui doit être prouvé.

En droit français, le principe est que la preuve est libre – sauf pour certains contrats devant respecter une forme (notariée, solennelle) et sauf l’article 1341 du code civil (écrit pour tout acte juridique au-delà de 1500 euros).

En droit de common law, le niveau de la preuve est différent :

* en droit civil, il s’agit de démontrer le fait le plus vraisemblable ;
* en droit pénal, il convient de démontrer la culpabilité « beyond any reasonable doubt », au-delà d’un double raisonnable.

En matière pénale française, tant le juge que le jury doit décider en fonction de son « intime conviction ». Il n’y a pas de hiérarchie des preuves. Du coup, le droit de la preuve est beaucoup plus subjectif.

# EXERCICES 15. PREUVE : LA CHARGE DE LA PREUVE

Onc’ Picsou a prêté de l’argent à son neveu Loulou, à l’occasion de son anniversaire, le 6 mars.

Il souhaite obtenir le remboursement de ce prêt en intention une action « personnelle ».

Lors de ce prêt, l’article 2262 du code civil disposait :

« Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi ».

La loi du 17 juin 2008 a modifié la durée de la prescription. Selon le nouvel article 2224 du code civil : « Les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer ».

Cette loi a prévu la disposition transitoire suivante en matière de prescription (art. 26 II de la loi) :

« II. ― Les dispositions de la présente loi qui réduisent la durée de la prescription s'appliquent aux prescriptions à compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, sans que la durée totale puisse excéder la durée prévue par la loi antérieure ».

Onc’ Picsou aimerait connaître la date butoir pour réclamer le paiement à son neveu, si :

a) le prêt a eu lieu le 6 mars 1978 ?

b) le prêt a eu lieu le 6 mars 1990 ?

c) le prêt a eu lieu le 6 mars 1998 ?

d) le prêt a eu lieu le 6 mars 2007 ?

e) le prêt a eu lieu le 6 mars 2009 ?